

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Halte à la répression !
Alerte !
Les immigrés victimes de la répression policière

Tous au rassemblement
Samedi 18 novembre
14 heures
Metro Barbès

Manifestation organisée
par le Comité de coordination
des foyers SONACOTRA en lutte

Quelle sécurité ?

LA sécurité est sans conteste, l'une des grandes questions qui préoccupent aujourd'hui le peuple de notre pays. Le gouvernement fait grand tapage à ce sujet et prépare des mesures.

Il est certain que dans les grandes agglomérations, où les quartiers populaires surpeuplés côtoient le luxe et la richesse affichés des nantis, se multiplient agressions et vols (de portefeuille, de vélocycle et d'autres bien souvent de première nécessité pour les travailleurs).

Il ne fait aucun doute que le chômage, la misère et, en même temps, l'argent à quoi se réduit « l'idéal » de la société capitaliste, l'argent dont le peuple manque pour le nécessaire et dont regorgent les coffres des banques et les quartiers riches, nourrissent cette délinquance-là. D'autres, très, plus graves, telles que les viols, les agressions de caractère raciste ou des violences dont sont victimes des enfants ou des gens sans défense, sont nourries par l'image de la femme-objet, telle qu'elle est répandue, sur les murs-mêmes des villes, par le racisme cultivé par la propagande gouvernementale même ou par le culte de la force et de la richesse dont télévision, cinéma, presse se font souvent les efficaces véhicules.

Les lieux mêmes et les conditions dans lesquelles se développent cette délinquance là en révèlent bien les racines. La première des sécurités, c'est celle de l'emploi, c'est celle des conditions de vie décentes pour les travailleurs. Et celle-là la société capitaliste ne peut l'assurer !

Et les licenciements, le chômage, l'entassement dans des cités surpeuplées, les flics lancés contre les travailleurs lorsqu'ils luttent, contre les jeunes, les immigrés dans la rue ou dans le métro, c'est bien la première forme de violence ! La plus-value que s'approprient les capitalistes sur le dos des travailleurs, c'est bien la première forme de vol !

Tout le monde le sait, le grand banditisme a ses entrées dans les allées du pouvoir. Les Spaggiari et autres auteurs de casses mémorables courent toujours.

(Suite page 4)

Jacques DUROC

(Voir aussi notre article en page 4)

Jamais autant de chômeurs depuis la guerre



LE nombre de chômeurs s'est encore sensiblement accru : plus d'1,3 million officiellement. Et, sous formes déguisées, gouvernement et patronat se proposent de l'accroître encore. Voilà la politique de l'emploi de Giscard-Barre.

(Voir article page 3)

Moscou livre des MIG 23 au Vietnam et à Cuba

UN nouveau fait est venu confirmer les liens particuliers qui unissent l'URSS au Vietnam et à Cuba : il s'agit de la livraison de « Mig 23 » soviétiques à ces deux pays.

Comme l'indique l'Agence Chine nouvelle, pour la première fois l'Union soviétique a livré, en octobre dernier, des avions sophistiqués, intercepteurs à géométrie variable « Mig 23 », aussi bien à Cuba en Amérique qu'au Vietnam en Asie.

Le « Mig 23 » est un chasseur sophistiqué que l'armée soviétique possède depuis le début des années 1970. La vitesse maximum est de 2 400 kilomètres/heure. Equipé de canons doubles et de missiles, il est capable de livrer des combats aériens et d'attaquer des objectifs terrestres.

Cuba en a reçu une vingtaine et ils sont déjà entrés en service. Au Vietnam, un journaliste japonais affirme en avoir vu à l'aéroport de Gia Lam, à dix kilomètres au nord de Hanoi. Ayant interrogé des personnalités du gouvernement vietnamien, il a reçu confirmation qu'ils s'agissaient bien de « Mig 23 ».

Or, l'URSS a toujours refusé



Un MIG 23 à géométrie variable. L'URSS vient d'en livrer à Cuba et au Vietnam. Elle n'avait pas jugé bon d'en livrer au Vietnam pendant la guerre de libération. Alors pourquoi maintenant ?

d'en livrer à certains pays membres du Pacte de Varsovie, et même en pleine guerre de résistance à l'agression américaine, elle n'avait pas jugé bon d'en approvisionner le Vietnam.

Alors, pourquoi aujourd'hui ?

C'est que l'URSS, dans son ambition de dominer le monde entier, se paye des mercenaires qu'elle envoie faire à sa place ce qu'elle-même ne pourrait pas faire, sous peine de se discréditer. Encore faut-il les armer. Déjà Cuba a travaillé pour le compte de Moscou en Afrique et, aujourd'hui, c'est

le Vietnam qui fait le même travail en Asie du Sud-Est.

ALIGNÉS SUR MOSCOU

Mais en agissant ainsi, ces deux pays qui se réclament membres des non-alignés, montrent aux yeux du monde entier qu'ils sont en fait alignés sur Moscou. Le non-alignement qui signifie résistance aux blocs et qui inclut comme condition la non-participation à des pactes militaires calqués sur les

blocs est tous les jours bafoué, tant par le Vietnam que par Cuba.

Claude LIRIA

Suite page 3

Avec ceux d'Usinor-Dunkerque
Interview p. 8

LE MONDE EN MARCHÉ

Les perles de Carrillo

Lors d'un meeting qui s'est tenu à Grenade dimanche dernier, Carrillo, secrétaire général du parti révisionniste espagnol, a déclaré :

« L'armée et les forces de l'ordre appartiennent à la classe des travailleurs au même titre que les paysans et les ouvriers ».

Cette armée et ces forces de l'ordre ont été mises en place et recrutées par Franco. Elles sont responsables de milliers de morts. Ce sont elles qui ont été le pilier du régime franquiste et les voilà mises au rang de ceux qui ont subi l'exploitation et l'oppression et cela par Carrillo, un soi-disant « communiste ». Grosier et insultant pour tous les peuples d'Espagne.

Cependant, il faut être objectif et signaler que Carrillo a tout de même tenu à préciser qu'il était contre l'intervention de l'armée au Pays Basque. Il a même dit que ce serait une « barbarie » ! En effet, selon lui, cette intervention ne serait pas justifiée dans la mesure où « les Basques sont des Espagnols comme les autres »...

Alors dans ce cas évidemment...

Arrestation en Iran de 180 ouvriers du pétrole

La loi martiale est appliquée avec rigueur certes, mais sans succès pour la dictature fasciste. Grèves et manifestations se poursuivent.

Mardi matin, des heurts très violents se sont produits entre l'armée et les manifestants. Plusieurs d'entre eux ont été tués. Des manifestations de masse se déroulent toujours en province.

Samedi dernier, à Khormanshar, à dix kilomètres d'Abadan, une véritable insurrection a embrasé la ville. L'armée est intervenue très vite : il y aurait eu au moins trente morts.

A la suite de cela, elle a opéré des perquisitions dans les cités où demeurent les ouvriers des raffineries de pétrole. Ainsi, ce sont 180 ouvriers qui ont été arrêtés.

Après avoir brandi la menace des licenciements, elle oblige maintenant manu militari la reprise du travail dans les raffineries. Pourtant, malgré toutes ces menaces, 5 000 ouvriers sur 12 000 ont repris le travail, mais avec une telle lenteur que ça équivaut à un sabotage. Pourtant l'armée est là, en masse, derrière leur dos.

Dans l'administration, la grève se poursuit également. Le fonctionnement des ministères de la Justice et du Travail, du Commerce, des Finances est interrompu, ainsi que celui des services des douanes et des impôts.

Aucun journal n'est encore paru depuis la mise en place du gouvernement militaire. Les journalistes refusent de travailler sous la surveillance permanente de l'armée qui occupe les locaux. Des journaux muraux fleurissent un peu partout pour combler le manque d'informations.

Une nouvelle grève fait beaucoup de bruit. Il s'agit de celle de la magistrature qui, depuis une semaine, a interrompu toute activité pour raison politique, les magistrats refusant d'appliquer la loi du Shah.

Ouganda-Tanzanie

« Il y a agression » déclare

Nyerere, président tanzanien

Evoquant le conflit avec l'Ouganda, le président tanzanien, Nyerere, a déclaré : « Je préfère traiter les problèmes de l'Afrique australe. Je ne veux pas voir un pays africain combattre un autre pays africain. Cette chose (le conflit avec l'Ouganda) nous est imposée. »

Il n'y a pas de polémique, a-t-il poursuivi, entre la Tanzanie et l'Ouganda quand il s'agit de savoir s'il existe ou non une agression et Amin, lui-même, l'a admis.

L'agresseur et la victime de l'agression ne doivent pas être placés sur le même plan, a enfin affirmé Nyerere, espérant que tous les pays africains appelleraient le président ougandais à retirer ses troupes de Tanzanie.

En disant cela, le président tanzanien répondait en particulier à l'agence soviétique Tass. Dans un communiqué, celle-ci renvoie, en effet, dos à dos les deux parties, se gardant bien de porter le moindre jugement sur l'agression ougandaise. Il faut dire que l'URSS équipe à 100 % l'armée d'Amin Dada. L'un pouvant expliquer l'autre.

D'après les dernières informations, il semblerait qu'Amin Dada, sous la pression de l'OUA et de nombreux pays africains ait décidé de retirer ses troupes de Tanzanie.

Si cette nouvelle se confirmait, elle marquerait assurément une nouvelle preuve de l'efficacité de l'Organisation de l'unité africaine en matière de résolution des conflits entre Etats du continent.

Famine en Ethiopie

Au moment même où l'on apprend que la Chine vient de remporter une grande victoire sur la sécheresse dans la province du Houpaï en obtenant, après deux cents jours de sécheresse absolue, une récolte quasi-normale grâce à la mobilisation de 100 000 paysans et à l'irrigation, une autre sécheresse fait, elle, des ravages en Ethiopie. D'après la Croix rouge internationale, deux millions de personnes sont touchées par la famine dans ce pays et 100 000 personnes composant les tribus nomades d'éleveurs Afars sont directement menacées de mort.

On ne peut s'empêcher de faire le rapprochement. Si la sécheresse est un phénomène naturel, la famine ne l'est pas. Avec le même climat, l'Ethiopie avait pratiquement vaincu la famine après la révolution de 1975 et la chute de Négus. Aujourd'hui l'ordre de Moscou règne dans le pays. Mengistu mène la guerre contre le peuple éthiopien et deux millions de personnes ont à nouveau faim.

URSS

Un antisémitisme digne d'Hitler

DEPUIS quelque temps, l'antisémitisme se développe à nouveau en URSS. Et ce n'est pas là une simple survivance du temps des tsars, mais un mouvement impulsé par les autorités, une véritable campagne de propagande, dans les mass-média, avec brochures et films. Toute cette campagne est menée sous le manteau de l'antisionisme, mais les faits que nous rapportons ci-après montrent bien que ce n'est là qu'un prétexte à une campagne typiquement raciste.



1) Une caricature antijuive parue dans la revue « Krokodil » (Moscou) No 32-1977. Hitler ne l'aurait pas désavouée.

Un film intitulé « Choses cachées et publiques » que l'on passe en privé en URSS montre les « méfaits du judaïsme ». Par exemple, il montre l'attaque allemande contre l'URSS, en 1941, et le commentaire dit : « C'est le capital juif qui a aidé Hitler à prendre le pouvoir » (On ne savait pas jusque là que le capital pouvait être d'une race ou d'une autre. Il est avant tout le capital. Par contre on sait bien le nombre de juifs que Hitler a assassinés).

multiforme et prolongée. Le sionisme porte une part importante de responsabilité dans la liquidation de

Une brochure publiée par les Editions d'Etat de Minsk justifie les pogromes antisémites en disant qu'ils « peuvent se produire comme réaction spontanée de la couche opprimée de la population laborieuse à l'exploitation barbare de la bourgeoisie juive ». (Encore une révision de l'histoire : il est manifeste que les pogromes antijuifs ont toujours été organisés par les autorités tsaristes pour détourner les gens des véritables problèmes).



2) Arrestation de juifs en URSS par des agents du KGB.

Le magazine soviétique Ogonjok a présenté les juifs comme responsables de la Nuit de cristal, où des milliers d'entre eux ont été massacrés : selon Ogonjok, ils se faisaient massacrer pour obtenir le droit de s'exiler en Palestine... (Voilà vraiment le comble de l'impudence !).

Mais lisez ceci : « La coopération entre les sionistes et les nazis a été

millions de gens par les nazis. (...) Avec les nazis, les sionistes sont responsables de la liquidation des juifs en Europe de 1941 à 1945. Le sang des millions de victimes reste collé à leurs mains et pèse sur leur conscience ».

Détourner volontairement un sentiment juste qu'est l'antisémitisme pour

transformer l'histoire à ce point, c'est vraiment un comble.

En six ans, plus de deux cents livres antisémites de cette veine ont été publiés.

Le nombre de juifs dans les universités soviétiques a régressé, en sept ans, de 40 000, soit plus d'un tiers. Pourquoi donc, sinon en raison d'une politique

antisémite effrénée qui cherche le « juif » partout où il y a un problème politique, et qui traite par exemple un dissident tchécoslovaque comme Frantisek Kriegel de « juif de Galicie » ?

En vérité, les propagandistes antisémites d'URSS sont dignes de Goebbels.

Jean SCHUBERT

Négociations israélo-égyptiennes

Le coup de semonce de Sadate

C'EST un coup de semonce qu'a voulu donner Sadate lundi en annonçant le retrait de la délégation égyptienne de la conférence de Washington et en rappelant finalement au Caire, Monsieur Boutros Ghali, le numéro 2 de sa délégation.

On sait que la conférence de Washington, qui est réunie sous la présidence de Carter pour mettre en pratique les accords de camp David, bute sur le problème palestinien.

Begin a répété encore lundi soir à Jérusalem que, pour lui, la demande égyptienne de lier au traité de paix un calendrier d'autonomie civile des territoires occupés (Cisjordanie et Ga-

za) était « inconsistant ».

Pour sa part Sadate a réaffirmé que l'Egypte n'œuvrait pas pour la réalisation d'une paix séparée ou d'un retrait partiel mais pour la paix globale. Interrogé sur l'avenir des discussions, le président égyptien a d'ailleurs répondu : « Peut-on parvenir à un compromis quand il s'agit de questions fondamentales ? »

C'est bien là qu'est le problème justement. Au fur et à mesure qu'avancent les négociations les deux positions, égyptiennes et israéliennes s'affirment totalement contradictoires et inconciliables. Dans cette mesure, un compromis n'est pas envisageable car il serait forcément un recul de l'un ou de l'autre sur une ques-

tion de principe. La seule possibilité qui reste aujourd'hui pour qu'un accord soit signé est ou bien qu'une des parties capitule, ou bien que soit signé un accord vide de sens, interprétable à volonté par la suite... C'est cette possibilité qui semble la plus probable dans l'état

actuel de la situation.

La preuve serait alors faite, et de manière encore plus flagrante, que ce n'est pas la paix que recherchent les sionistes de l'Etat d'Israël mais un répit afin de mieux consolider leur politique expansionniste.

Serge FOREST

UNESCO

Israël accusé de vandalisme

Les délégués actuellement réunis à Paris pour la conférence de l'UNESCO ont à nouveau, lors d'un vote, condamné l'Etat d'Israël et décidé, par la même occasion, de cesser toute aide de cet organisme international à l'Etat sioniste. Israël est notamment accusé par l'Organisation des Nations-Unies pour l'Education, la Science et la Culture d'avoir saccagé des monuments historiques arabes sous divers prétexte, en particulier de fouilles archéologique

Moscou livre des MIG 23 au Vietnam et à Cuba

(Suite de la page une)

La signature du traité d'agression soviéto-vietnamien, conclu il y a deux semaines, en est une nouvelle preuve. Comme l'a d'ailleurs indiqué le journal yougoslave Politika « ce traité est à tout à fait similaire par sa nature aux relations bilatérales stipulées dans le Pacte de Varsovie entre ses alliés, seule la forme en est différente ».

Dans ces conditions, comment peut-on encore parler de l'indépendance du Vietnam ou de sa position non-alignée ? Plus personne n'est dupe. Comme l'indique un journal japonais : « Le Vietnam s'est joint

au bloc soviétique sur le plan économique en s'associant officiellement au Comecon au printemps dernier et, en signant le traité d'amitié avec l'Union soviétique, les autorités vietnamiennes se sont jetées dans l'intégration militaire du bloc soviétique (...) Tout comme Cuba, le Vietnam joue, dans un sens, le rôle d'agent du Kremlin. »

SEMER LA DIVISION

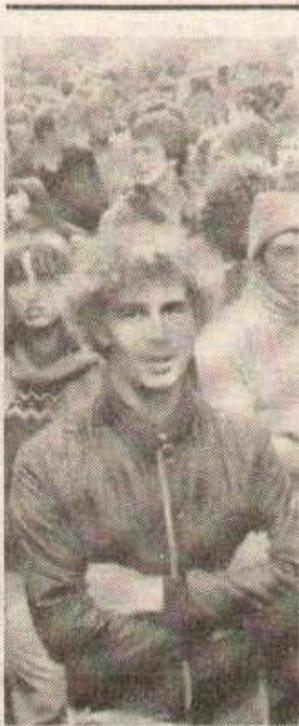
Mais pour échapper à la condamnation, Cuba et le Vietnam tentent de modifier les principes fondamentaux du mouvement de non-alignement. D'après eux, au lieu de s'opposer

à la politique des blocs en général, il faudrait seulement s'opposer à l'impérialisme américain et s'aligner sur Moscou. Un journal cubain a d'ailleurs écrit : « Nombre de faits montrent que l'alignement sur la communauté socialiste est une source inépuisable de forces pour le mouvement de non-alignement ».

Poussant encore plus loin leur « analyse », Cuba et le Vietnam taxent tous ceux qui ne s'alignent pas sur Moscou de « réactionnaires ». On voit bien qui sert cette division : le social-impérialisme.

Mais ce travail de sape est dénoncé par de nombreux pays non-alignés. C'est ainsi que le président Tito vient de déclarer : « Le mouvement du non-alignement n'est pas la force de réserve d'un bloc quelconque ni un accessoire de toute politique ou de tout intérêt (...) Je tiens à souligner que toute tentative visant à diviser le mouvement du non-alignement en groupes "progressiste et conservateur" et, en particulier, à composer une sorte de "noyau progressiste" pour diriger d'autres pays, constitue une attaque sur l'essence démocratique et les relations démocratiques de ce mouvement. Cela ne peut que renforcer les blocs au détriment de l'indépendance des pays non-alignés et faire peser de graves dangers sur la paix en général. ».

C. L.



8 000 étudiants et professeurs en Education physique et sportive ont manifesté à l'appel de leur syndicat près de l'Assemblée nationale pour s'opposer au budget de la jeunesse et des sports.

Jamais autant de chômeurs depuis la guerre

1,3 millions de chômeurs d'après les chiffres gouvernementaux.

Le nombre officiel des chômeurs pour octobre est de 1 344 100. C'est le chiffre le plus élevé depuis la guerre. En un an d'octobre 1977 à octobre 1978, le nombre des sans emplois a augmenté de 11 %. Durant la même période, les offres d'emploi ont diminué de 20 %.

LE CHOMAGE DES JEUNES ESCAMOTÉ

Ces chiffres qui sont révélateurs de la crise ne reflètent pourtant pas l'entière vérité. En effet, ne sont pas comptés parmi les chômeurs les jeunes qui « bénéficient » du nouveau pacte pour l'emploi. Or, celui-ci reconnaît lui-même que le pacte précédent a eu des résultats « modestes » en ce qui concerne la lutte contre le chômage de ces jeunes. Il se confirme donc que les pactes nationaux pour les jeunes ne sont qu'un moyen de masquer une partie du chômage et de trafiquer les statistiques. Ces chiffres sont d'autant plus truqués que, chaque année à cette époque, plus de 500 000 jeunes terminent leur scolarité et passent à la production. Or, selon les chiffres gouvernementaux, l'augmentation du nombre des chômeurs pour octobre est le fait, principalement, de travailleurs ayant été

licenciés (sur les 318 000 inscrits en octobre, 196 000 nouveaux inscrits ont été victimes de licenciements).

En ce qui concerne les personnes à la recherche d'un premier emploi (c'est le cas de 500 000 jeunes), sur les statistiques d'octobre, ils ne sont que 62 800. Ou sont passés les jeunes qui ont terminé leur scolarité. Auraient-ils trouvé du travail ou plutôt les statistiques les ont-elles escamotés ? La réponse ne fait pas de doute, ils ont été oubliés.

PATRONS ET DIRECTION SYNDICALES BRADENT LES 90 %

Les directions syndicales et le patronat viennent de discuter de l'allocation chômage. Le patronat ne veut plus de l'indemnité pour licenciement économique qui s'élève à 90 % du salaire. Sa suppression est son principal objectif actuelle-

ment dans ce domaine. Il semble que les patrons aient réussi à faire adopter leur point de vue aux directions syndicales. La CFDT ne cachait pas (pas plus que FO), qu'elle était prête à remettre en cause cet acquit. Il semble que la CGT accepte aussi de le brader. Ainsi donc patronat et gouvernement triomphent. En contrepartie ils sont prêts à augmenter, semble-t-il, l'aide publique qui est actuellement de 16 francs par jour.

A la place des 90 %, les organisations syndicales proposeraient une allocation de 70 % du salaire, pendant six mois, puis 55 et 50 % pour les troisième et quatrième trimestres de chômage. Ainsi donc, il s'agit là l'acceptation de la baisse de l'indemnité chômage pour les licenciés « économiques ».

On peut juger de la façon dont les directions syndicales défendent les acquis des chômeurs.

Bouleversement des statistiques ?

Le conseil des ministres de mercredi doit entendre Boulin, le ministre du chômage, qui va faire état de sa lutte contre ce fléau. Boulin va annoncer des créations d'emploi. Qu'on en juge : 5 000 personnes vont être embauchées pour des emplois d'« utilité collective dans le secteur associatif ». Mille cadres, chômeurs depuis plus d'un an, vont être embauchés dans le secteur public et nationalisé. De quoi bouleverser les statistiques, on le voit.

12 heures de grève dans une usine tchèque

Les ouvriers de l'usine automobile CKD dans la banlieue de Prague ont fait une grève de 12 heures samedi dernier pour protester contre une forte augmentation des prix.

C'est là que, sous leur protection, s'est tenu le 23 août 1968 le congrès clandestin du Parti tchèque au lendemain de l'invasion soviétique.

Aujourd'hui, leur lutte montre que, malgré la « normalisation » de la société imposée par l'occupant russe, le peuple tchécoslovaque résiste.

L'abstention du RPR

Le budget du ministère de la Jeunesse et des sports est une telle peau de chagrin que même le RPR s'est refusé à le voter. On annonce qu'il s'abstiendra. Il est évident qu'une telle abstention s'inscrit dans l'opposition entre giscardiens et chiraquiens au sein de la majorité. Mais si le RPR s'abstient, c'est aussi que la politique suivie par le pouvoir a suscité depuis la rentrée des luttes importantes, en particulier chez les professeurs et les étudiants d'éducation physique et sportive.

Le refus de vote du RPR ne fait que refléter le très fort mécontentement des enseignants et le fait que même pour le RPR, qui pourtant en a fait d'autres, un tel budget est indéfendable tellement il est impopulaire.

Soisson, lui-même, a dû reculer un peu en acceptant la création de 300 postes. Mais cela ne change rien à la liquidation du sport à l'école qu'il a entrepris et au chômage dans lequel de nombreux enseignants se trouvent.

Horaires de travail

Le patronat veut limiter la réglementation

Le 20 novembre, patronat et directions syndicales vont discuter de l'important problème du temps de travail. Les projets du patronat sont les suivants : il veut tout d'abord liquider la réglementation hebdomadaire du travail. Il veut la remplacer par une réglementation annuelle. Ce projet est dangereux car il permettra aux patrons de commettre tous les abus. Ils pourront imposer les horaires qu'ils voudront au gré des commandes.

Si un tel projet passait, les ouvriers travailleraient pendant quelques semaines, par exemple dix heures par jour. Dans d'autres périodes,

ils travailleraient six heures seulement. Ceci selon le bon vouloir du patron.

Un autre projet patronal est la suppression de l'obligation de faire 40 heures en cinq jours. Ce projet est la conséquence du précédent avec cet additif que les patrons pourraient faire travailler les ouvriers le nombre de jours par semaine qu'ils leur plairaient.

Tout aussi bien, les ouvriers devraient travailler six jours pendant une semaine et quatre jours la semaine suivante, toujours selon le bon vouloir des patrons. Le dernier projet patronal est de supprimer

la contrainte qui les empêche de dépasser 48 heures par semaine sur un trimestre. Les patrons veulent donc faire tout ce qui leur plaît du point de vue des horaires de travail. Si de tels projets aboutissaient, les ouvriers seraient à la merci totale et arbitraire des patrons puisque ceux-ci ne seraient pratiquement plus tenus de respecter aucune réglementation. La réglementation en vigueur est un acquis obtenu par des luttes. L'attaque patronale démontre que dans la société capitaliste, rien n'est jamais acquis définitivement. Il est important de faire échouer ces projets patronaux.

l'Humanité Rouge

La vérité sur la situation au Kampuchea (Cambodge)

Reportage exclusif

Dans l'Humanité rouge bimensuelle, numéro 42 un reportage exclusif : « La vérité sur la situation au Kampuchea (Cambodge) ».

Après son retour du Kampuchea, Annie Brunel donne des éléments de réponse sur les principales questions qui reviennent le plus souvent dans les discussions avec les gens.

Jacques Jurquet, directeur politique de notre journal explique pourquoi le livre de Jean Lacouture « Survive le peuple cambodgien » n'est pas crédible.

Passés vos commandes, Ce bimensuel est une bonne arme pour rétablir la vérité.

Aujourd'hui le Jour



POLITIQUE ET SOCIAL

Budget de la Jeunesse et des sports

Ne favoriser en rien le sport populaire

JEAN-PIERRE Soisson avait déclaré quand il avait pris ses fonctions au ministère de la Jeunesse et des Sports : « *Maintenant, je pourrais faire entendre la voix des sportifs au conseil des ministres et leur obtenir un soutien financier* ». Soisson a vraiment une curieuse conception du soutien.

Contrairement à d'autres déclarations de Soisson (il n'en est pas avare), cette année, le budget de la Jeunesse et des Sports n'atteindra toujours pas 1% du budget général de l'Etat mais en représentera 0,70%.

Le budget s'articule sur trois volets :

- 2 317 millions pour le fonctionnement du ministère et la gestion du personnel ;

- 318 millions pour l'aide aux associations, pour le mouvement sportif, pour l'éducation populaire et pour les colonies de vacances ;

- 479 millions pour les crédits d'investissements.

Comme la part financière pour le sport ne s'élève qu'à 171 millions, le ministre envisage des crédits extra-parlementaires, comme un prélèvement de 30 millions sur le loto. Seulement, Soisson a une idée bien arrêtée du sport qu'il veut.

L'échéance des Jeux de Moscou implique que la France doit se donner les moyens d'avoir des champions.

C'est pourquoi Soisson a mis sur pied un programme d'entraînement, des structures d'encadrement et des contrats professionnels personnalisés pour une centaine de champions participant aux Jeux olympiques ; ce

projet va prendre 10% du budget consacré au sport. Soisson va systématiser ce sport d'élite en créant aussi 150 sections de « *Sport études* ». Elles accueilleront des élèves particulièrement « *doués* » pour le sport et qui consacreront la moitié de leur emploi du temps à leur entraînement.

Pendant l'année scolaire 1978, le déficit en heures s'est monté à 74 500, ce n'est pas le budget 1979 qui va arranger les choses. Au début de l'année, Soisson avait décidé de ne proposer aucun poste d'enseignant en Education physique et sportive, laissant 3 000 étudiants et des professeurs en EPS au chômage. Puis, grâce à la lutte des étudiants et des professeurs en EPS, il a cédé. Il y aura 400 postes créés, en fait 300 créations seulement, 100 autres devant être renouvelés par suite de départs à la retraite, mais on est encore loin des revendications des professeurs de gymnastique.

L'avenir est donc plus qu'incertain pour les étudiants et les professeurs de gymnastique : l'avenir du sport à l'école l'est autant. Soisson a ramené à deux heures les trois heures d'ASSU, seule structure qui garantisse une pratique du sport à l'école à peu de frais.

Enfin, la dernière trouvaille consiste à développer le sport extra-scolaire, entendons par là envoyer les enfants dans des clubs privés et qui paieront forcément plus cher.

Ce budget est le fidèle reflet de la politique gouvernementale en matière de sport : favoriser, plus ou moins bien le sport d'élite et délaisser complètement le sport de masse.

N. V.

La justice quatre fois en question

1) Les quartiers de haute-sécurité des fabriques de fauves

DANS une lettre publiée par le journal *Le Matin* Mesrine met en cause les QHS, les quartiers de haute sécurité des prisons. Ce qu'est Mesrine, chacun le sait : un grand criminel. Ce que sont ceux qui sont mis dans les QHS ? En général des hommes du même genre. Mais là n'est pas la question posée par les départements spéciaux créés à Fresnes et Fleury-Mérogis, le 30 septembre 1975, par la direction de l'administration pénitentiaire. Leur but : « *L'isolement a pour effet de détruire la personnalité* ».

La haute sécurité, c'est l'isolement total, 23 heures sur 24, et une heure de promenade, à deux, dans une minuscule courrette. « *De quoi devenir fous, disent ceux qui en sortent, une fabrique de fauves* ». Ils furent créés au nom de la sécurité, comme leur nom l'indique et comme le veut l'actuelle campagne du gouvernement sur la grande et petite délinquance qui nous menacent. Mais il convient de faire deux restrictions de taille.

La première c'est qu'en guise de sécurité, haute ou pas, Mesrine qui y était a su s'évader et la seconde c'est que leur utilisation réelle semble bien être autre chose : « *Pour moi, on a créé les QHS afin d'y enfermer non pas des professionnels, les gens du grand milieu, rarement contestataires, mais ceux qui refusent l'ordre des prisons. On préfère des malfaiteurs irrécupérables à des détenus guéris de leur malveillance mais disposés à contester politiquement l'ordre des choses* », déclare Pierre Goldman, ancien détenu devenu journaliste et écrivain.

2) Un journaliste sous double inculpation

Décidément, Mesrine fait des ravages. Isabelle de Wangen, jeune journaliste de Paris-Match l'avait interviewé. Elle fut interrogée, rien de retenu contre elle à cette époque, mais une inculpation contre Philipacchi, son directeur. Trois mois plus tard, lundi dernier, elle tombait sous le coup d'une double inculpation pour la même interview : complicité d'apologie du crime, vol qualifié et meurtre d'une part, recel de criminel par fourniture de moyens d'échapper aux recherches d'autre part (elle lui aurait payé l'interview).

C'est ainsi que le pouvoir préfère que l'on fasse le silence sur Mesrine, sur ce qu'il pense des actes qu'il a commis, sur son évasion et ses complicités, sur sa façon de narguer les services de police, mais aussi sur les quartiers de haute sécurité (QHS). Qu'a fait la journaliste ? Elle a transcrit sur le papier une part de la vérité, à charge pour d'autres, spécialistes de ce genre d'affaire, d'analyser le cas Mesrine, de trouver les moyens d'y porter remède. Ce n'est pas cela qu'ont fait les pouvoirs publics, ils ont préféré exiger d'Isabelle de Wangen qu'elle ne parle pas, ne fasse pas une interview qui pose de fait des questions : qui est responsable de la criminalité ? Quelles en sont les causes et comment y remédier ?

3) Arenc : prison illégale et clandestine pour les étrangers

En 1975, le fait devenait soudain public : il y a à Marseille une prison de type particulier, clandestine et illégale. Quand le scandale éclate, elle fonctionne depuis 15 ans. En 15 ans, des milliers d'immigrés, en voie d'expulsion, ont été arrêtés, jetés à Arenc et transférés à l'étranger, sans procès, sans jugement, dans le secret.

Depuis, l'affaire de la prison d'Arenc traîne de tribunaux en tribunaux, vu qu'un officier de police et un préfet risquent d'être inculpés et que ces gens, ça se protège. Mardi dernier, le dossier Arenc était devant la Chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon : le parquet, dans ses réquisitions réclame sans honte le non-lieu.

Mais de nombreuses manifestations, souvent interdites mais se tenant quand même, ont montré, à plusieurs reprises, qu'il existe des gens qui, à Marseille, n'acceptent pas qu'à leur porte s'érige un bâtiment gardé par la police et protégé par des barbelés, où l'on entasse des hommes

comme des chiens, avant de les expulser.

bunaux.

Puisqu'aucun témoignage sérieux, aucun aveu et aucune preuve valable n'ont pu être produits devant le tribunal et que cependant Youssef Kismoune fut déclaré « *coupable* » de l'assassinat d'une vieille dame. Verdict : 20 ans. Seule « *preuve* » : un témoignage douteux, ensuite retiré.

4) Ce qu'est une erreur judiciaire : Kismoune

Erreur judiciaire, dit-on. Comme cela les choses paraissent moins graves : l'erreur n'est-elle pas humaine ? Mais condamner un homme à 20 ans de réclusion criminelle, le déclarer coupable de crime, ce qu'il portera sur ses épaules toute sa vie, n'est-ce pas un acte grave, une décision à ne prendre que sur la base de preuves et de témoignages, le tout irréfutable ? Eh bien non, il n'en est pas ainsi dans nos tri-

Il a fallu de plus que le condamné fasse la grève de la faim dans sa cellule et que la Ligue des droits de l'homme et le comité de défense de Kismoune interviennent pour que Peyrefitte se dise « *troublé par cette affaire* » et qu'enfin survienne sa libération mardi dernier.

Pouvons-nous poser une question ? Si cet ouvrier de 25 ans, n'avait pas été arabe, algérien, aurait-il été déclaré si vite coupable ?

Quelle sécurité ?

Suite de la page 1

Les grands escrocs de Nice et d'ailleurs ont pignon sur rue et les truands de « *haut vol* » de Marseille, libres, sont « *reçus* » par la police. Les assassins d'immigrés courent toujours et les patrons qui, faute de se soucier de sécurité dans le travail, sont à l'origine de multiples accidents, sans parler de certaines pollutions dont souffrent des populations entières, ne sont pas inquiétés.

Bien sûr, ce n'est pas un renforcement de la police, l'ilotage généralisé, comme le propose le ministre Bonnet, comme le réclament les partis de droite comme de gauche, qui assureront la sécurité de notre peuple.

La sécurité qu'assure la police, c'est celle du capital, contre le peuple, c'est celle des nantis, contre ceux qu'ils exploitent. Le peuple seul peut assurer sa propre sécurité en s'organisant : pour régler les problèmes nés en son sein - et pas à coup de fusil ceux-là - de la misère, du chômage et de l'idéologie décadente du capitalisme ; pour combattre par contre, et jusqu'au bout le capitalisme, pour en finir un jour avec lui.

Fruits et marxisme

201 000 tonnes de fruits et de légumes ont été détruits dans les neuf pays de la CEE au cours de la saison 1977-1978, c'est ce qu'indique un récent rapport de la Commission européenne. Voilà ce que deviennent des denrées qui,

vendues hors de prix, font souvent défaut aux travailleurs. Voilà bien un gâchis qui indique, en toute clarté, que le but de la production capitaliste n'est nullement la satisfaction des besoins des travailleurs mais exclusivement la réalisation

de profits pour les possédants.

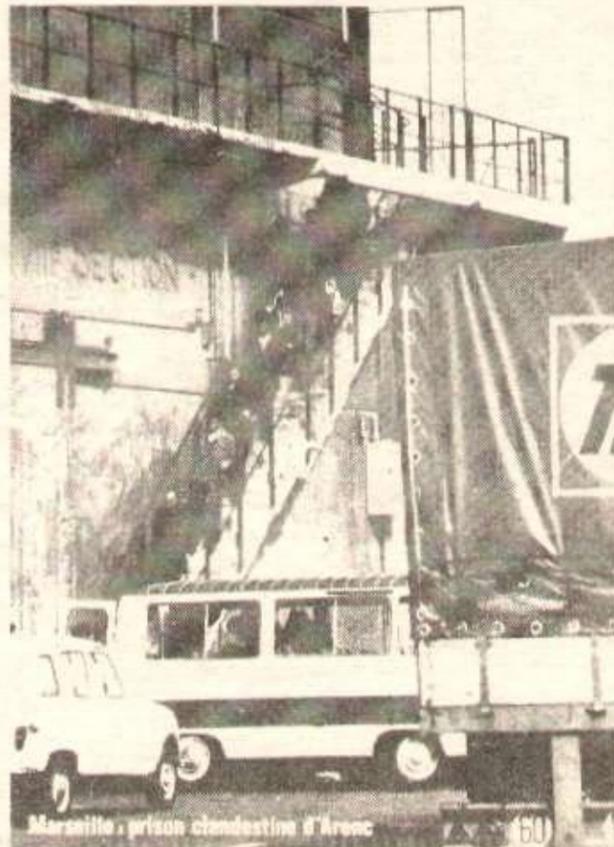
De tels faits qui se renouvellent chaque année sont autant d'actes d'accusation du système capitaliste. Ce gâchis, Marx le dénonçait déjà quand il parlait de la surproduction relative engendrée par la loi du profit. Pourtant, *L'Humanité* de mardi, qui reprend cette information à la une, tire une toute autre conclusion. Plus question d'accuser le capitalisme, l'ennemi c'est l'Europe et, en particulier, l'Europe élargie. Ainsi on lit, non sans surprise, dans ce journal : « *Avec l'élargissement du Marché commun à trois pays, forts producteurs de ces denrées, combien de pêcheurs, de tomates, de choux-fleurs seront détruits ?* » Question fûtée à laquelle on peut répondre, sans grand risque : plus. En effet, puisque 9 plus 3 font 12, douze pays capitalistes producteurs pris ensemble détruiront plus que neuf pays. Nous, jusqu'à présent, on appelle ça de l'arithmétique, pas du marxisme.

Attentat à Marseille

Lundi soir, un attentat à la bombe a été commis contre le siège d'une section du PCF à Marseille. Cinq blessés ont été trouvés sur les lieux. L'attentat aurait pu être plus grave encore : cinq minutes plus tard, une réunion devait se tenir dans ce local, elle avait été annoncée par tracts dans le quartier. Le responsable local du PCF, Lazarino, devait y parler. Sans doute, cette réunion était-elle l'objectif visé par les terroristes.

Après le meeting fasciste de ce week-end à Marseille, organisé par l'euro-droite, tout laisse supposer que c'est dans les milieux d'extrême-droite qu'il faut rechercher les auteurs de l'attentat, et cela, bien que le responsable du Parti des forces nouvelles, Tixier-Vignancourt, ait émis une timide protestation officielle mardi matin.

Le gouvernement avait cautionné le meeting de l'euro-fascisme en l'autorisant contre l'avis des autorités locales comme Defferre. Ce même gouvernement couvrirait-il les auteurs de l'attentat ? Une enquête de police, cela peut aller très vite et droit au but ou très lentement et se perdre dans l'oubli.



C'est en 1975 qu'a éclaté le scandale de la prison clandestine d'Arenc.



Interview de la section CFDT du centre de tri de Pontoise

L'avenir, vous le voyez comment ?

L'INTERVIEW dont nous passons ci-dessous la première partie aujourd'hui, est celle de la section CFDT du centre de tri de Pontoise. En raison de l'actualité, nous n'avons pu la passer avant. Rappelons qu'après 9 jours de grève terminée par une occupation, les postiers de ce centre avaient contraint l'administration à plier et à lâcher des effectifs supplémentaires (45) et diverses autres revendications. Demain suivra la partie de l'interview traitant de l'entrevue avec le préfet et de la journée du 25 où il y avait eu une grève nationale sectorielle dans les PTT et de la répression de l'administration.

— Comment avez-vous fait l'unité syndicale ?

CHRISTIAN : Avec la CGT, pas de problème. Les seuls problèmes, c'était avec FO qui n'était pratiquement jamais d'accord pour nous suivre. Par un miracle dû à l'intransigeance de Jezequel, directeur départemental, FO s'est associé à l'action. Le directeur a dit qu'il ne nous recevrait que si le centre se mettait en grève. Il a attendu qu'on soit en grève et nous a reçu à ce moment-là pour n'absolument rien nous accorder. Il prouvait qu'il se foutait de notre gueule, lui et ceux qui le couvraient et ceux qui étaient en-dessous (chef de centre). Là, FO s'est joint à l'action et par un autre miracle on a réussi à les y tenir neuf jours y compris jusqu'à l'occupation à laquelle ils ne se sont pas associés mais ils ne sont pas partis de la grève et on ne peut que s'en féliciter.

— Et l'unité syndicale, maintenant ?

CHRISTIAN : Actuellement ça continue, il n'y a pas de cassure.

— Comment s'est passée la grève ?

AIME : Au départ, on savait qu'on partait pour un mouvement assez long, vu les difficultés qu'on rencontrait déjà avec l'administration la répression syndicale, la chasse aux temps morts, etc. Au bout de quelques jours

il y a eu un relâchement dans la grève. On a donc décidé de durcir l'action par un moyen jamais employé jusqu'ici, les piquets de grève. Forme d'action que nous avons proposée et qui a été payante, puisque le pourcentage de grévistes est remonté à partir de ce moment-là. Ça permettait de prendre contact individuellement avec les gars, alors qu'en assemblée générale, c'est surtout les militants syndicaux qui prennent la parole et que l'ensemble du personnel ne participe pas comme on voudrait. Puis il y a eu négociation, on a vu que la direction départementale se payait notre tête. A la deuxième audience, elle accordait 22 préposés, c'était insuffisant. Revoite de la grève et passage au niveau supérieur en allant voir la direction régionale, et en décidant aussi l'occupation.

— Vous aviez préparé l'occupation avant ?

AIME : Pour nous, à la CFDT, c'était une idée qui trottait dans les têtes depuis le début. C'était pas l'avis de la CGT, ni de FO, mais enfin occuper de suite, est-ce que ça aurait été bon ? On a quand même occupé pendant 24 heures, ce fut la pression qui a fait céder l'administration.

— La question des flics s'est posée ?

AIME : Oui.

— Les réactions vis-à-vis de ça, si ça avait continué, vous vous attendiez à ce que les flics arrivent ?

AIME : Oui. Il y avait 7 cars de gardes-mobiles à Pontoise prêts à intervenir. Le vendredi matin, les PME suite à la conférence de presse, voulaient prendre le CT d'assaut pour récupérer leur courrier. On voit d'ici comment ça se serait passé. Les flics seraient intervenus, pour prendre possession du centre et éviter les heurts.

— Quel était l'état d'esprit face à l'intervention possible des flics ?

CHRISTIAN : Jeudi soir, quand on a appris que les cars étaient arrivés, on a fait rentrer tout le monde dans le centre. Il n'y a pas eu de panique ou pagaille ; on les attendait. Il n'était pas question de résister, sept cars, c'est quelque chose comme 120 à 130 flics...

— Quel a été le rôle des travailleuses pendant la grève ?

AIME : Le jour, il y a une bonne proportion de femmes, elles n'ont pas suivi le mouvement.

— Disaient-elles les raisons pour lesquelles elles ne faisaient pas grève ?

AIME : Elles s'en foutent. CARMEN : Non, elles s'en foutent pas, on peut pas discuter, elles ont peur de se mouiller. On leur jette pas la pierre, petit à petit, ça changera.

CHRISTIAN : Pour les AGR (*) aussi une bonne proportion n'a pas suivi le mouvement mais à partir du moment où il y a eu les piquets de grève, ce sont eux qui ont le plus discuté avec nous : certains se sont mis en grève à partir de ce moment-là. Les piquets de grève ça les intéressait eux, faisaient la même chose.

— Et la question de la solidarité avec les autres centres ?

AIME : Créteil est parti en grève ; Créteil ça a été surtout une solidarité financière.

MANUEL : Pour qu'un centre démarre en grève il faut des problèmes généraux, effectifs, etc, mais aussi spécifiques, aussi il était difficile aux autres centres de tri de partir en même temps que nous.

AIME : Au niveau syndical, on peut voir que c'est un peu à rebours. Il y a eu cent grèves locales en septembre-octobre, nationalement. Là ça bouillait. Maintenant il y a une grève par service cette semaine, c'est bien mais nous au CT on s'est battu pendant neuf jours, ça arrive un peu tard. Il y a un décalage entre la base et le sommet. Nous ce qu'on voyait, c'était qu'on était parti dans un mouvement assez dur, il y a eu d'autres centres dans la bataille aussi, je crois que c'est à ce moment-là qu'au plan national, on aurait pu déclencher quelque chose au niveau PTT. Les 50 000 emplois qu'on demande, il faut se donner les moyens de les avoir. C'est pas par les discussions, les actions de 24 heures qu'on va réussir à obtenir quelque chose.

ALAIN : Il est à noter aussi que quand nous étions en grève, il y avait aussi la SNCF et l'Education nationale et nous aurions souhai-

té qu'il y ait une coordination au niveau des travailleurs de ces trois administrations.

AIME : Tout le monde se bat dans son coin.

Leur analyse en haut, c'est qu'ils veulent que toutes les luttes à la base remontent, pour faire un grand regroupement et parachuter une grève générale. Ça serait envisagé pour le mois de novembre. Enfin, on peut s'interroger sur ce que ça peut apporter.

— Entre les CT de banlieue, vous avez eu une coordination pendant la grève ?

ALAIN : Oui. Ça a été assez décevant, à part Créteil qui a trouvé des arguments pour partir en grève, les autres étaient relativement froids, ils ne voyaient pas la nécessité puis ils n'avaient peut-être pas les moyens de partir, ils disaient que le personnel n'était pas assez mobilisé. On a été déçu.

AIME : Puis, quand on voit ce qui s'est passé à Paris-Brune, ce n'est même pas décevant, c'est navrant, c'est catastrophique, alors que Paris-Brune, c'est, c'était le bastion des luttes.

— L'avenir, vous le voyez comment ?

ALAIN : Sur le plan local, les problèmes apparus pendant cette grève ne sont pas résolus. Quarante-six préposés obtenus et soixante-huit demandés ensemble avec la CGT. Ce problème va se poser dans très peu de temps : la période de Noël avec un surcroît de trafic va arriver, ce sera le double de trafic dont on a l'habitude et les quarante-six préposés qui sont là bouchent les trous de ceux qui sont partis ou qui vont partir.

AIME : Pour l'instant, il n'y en a qu'une dizaine d'arrivés, et depuis cette arrivée il y a déjà eu neuf agents de mutés dans d'autres centres...

ALAIN : D'ailleurs souvent aux PTT entre le moment où on passe un concours et celui où on est appelé il s'écoule presque un an. Alors, si le gars est au chômage, il cherche un boulot ailleurs. Sur ceux qui sont reçus, environ 50 % se présentent.

(*) AGR : Antillais, Guadeloupéens, Réunionnais.

Budget de l'armée

La gauche dit oui à l'armée bourgeoise

Le PCF ment sur l'indépendance

Au cours des discussions du budget de l'armée, la semaine dernière, à l'Assemblée nationale, les députés du PCF et du PS ont exposé les positions de leur parti.

Visse, pour le PCF, n'a pas une seule fois remis en cause l'armée en tant qu'instrument d'oppression de la bourgeoisie sur le peuple et pilier de l'État bourgeois. Il n'a rien dit de sa nature contre-révolutionnaire et impérialiste. Tout au plus s'est-il contenté de déplorer son utilisation dans tel ou tel cas, en particulier au Zaïre, où la bourgeoisie française s'est opposée aux intérêts de Moscou.

Le principal de l'intervention de Visse portait sur la politique étrangère. Pour lui, la coopération française avec l'Angleterre et l'Allemagne de l'Ouest dans la

fabrication d'armes est le signe de la dépendance de la France en matière militaire à l'égard des USA. A ce titre, on peut se demander pourquoi le PCF défend Concorde, pur produit de la coopération franco-britannique. Le superpersonne devrait être, si l'on reprend les théories de Visse, le symbole de la dépendance de l'aéronautique française à l'égard de l'Allemagne ou des USA. On ne voit pas pourquoi ce qui est vrai pour l'un ne l'est plus pour l'autre.

Le comble du mensonge est atteint quand Visse dit que la bourgeoisie française se livre à la course aux armements et qu'il ne dit rien à ce sujet des superpuissances et surtout de l'impérialisme soviétique. Le tableau ci-joint rétablit la vérité. Disons simplement que l'URSS consacre 9 %

de son produit national brut (PNB) pour s'armer et la France 3 %. Qui fait la course aux armements ?

En fait, Visse étale sa hargne parce que la bourgeoisie française se montre particulièrement vigilante à l'égard des menaces de l'URSS qui masse les trois quarts de ses troupes vers l'Europe et qui développe une stratégie agressive et d'intervention militaire sur plusieurs continents (Asie et Afrique en particulier).

Pour le PS, Henu s'est principalement attaché à demander un renforcement de l'armée bourgeoise. Il s'est élevé contre la condition faite aux appelés et, en particulier, contre la répression. Déplorant celle-ci, Henu s'est d'ailleurs demandé sans penser à mal : « Comment intéresser les jeunes au nettoyage des cotes et au ramassage des cotelles ? ». Henu aurait dû ajouter : « Vive l'armée briseuse de grève ! ».

QUI PRATIQUE LA COURSE AUX ARMEMENTS ?

	hommes	chars	gros navires de surface	avions de combat
France	232 000	2 200	52	600
URSS	3 650 000	14 500	219	9 500

Le scandale de l'application de la loi Veil

LA loi Veil concernant l'avortement (ou IVG interruption volontaire de grossesse) votée pour cinq ans sera rediscutée en 1980 à l'Assemblée nationale.

C'est pourquoi nous devons nous mobiliser sur plusieurs plans :

- Pour que la loi Veil soit appliquée réellement ;
- Pour dénoncer les restrictions de cette loi Veil ;
- Pour repousser et combattre tous les adversaires de l'avortement.

Il est sûr que la loi Veil représente un progrès par rapport à l'ancienne législation sur l'avortement. Mais gardons nos mesures. Cette loi n'a été proposée que grâce à la lutte des femmes, notamment des mouvements féministes.

La bourgeoisie a voulu récupérer d'une main ce qu'elle a donné de l'autre ; d'où toutes les normes restrictives et scandaleuses dans l'application de cette loi.

Ainsi, pour pouvoir bénéficier d'un avortement, nous ne devons pas être enceinte de plus de 12 semaines. A cela s'ajoute le problème de l'argent, l'IVG n'est pas remboursée par la Sécurité sociale.

Des clauses restrictives concernent les mineures et les femmes étrangères. Les mineures doivent présenter une autorisation parentale. Qu'est-ce que c'est que cette clause, si ce n'est un frein à ce que de très jeunes femmes puissent se faire avorter ?

Et les femmes étrangères ? Elles doivent séjourner depuis trois mois au moins en France.

Mais, nous n'avons pas encore parlé de la « plus belle », de la plus crapuleuse restriction : il s'agit de la clause morale des médecins. Ils ne sont pas tenus de pratiquer l'avortement si leur conscience « en est émue ». Les médecins qui refusent de pratiquer l'avortement sont-ils émus quand les femmes se font avorter par « des faiseuses d'ange » avec les innombrables infections et stérilisations qui s'en suivent ? Sont-ils émus, de même, quand une jeune femme de 17 ans se retrouve avec un gosse sur les bras ? Sont-ils émus quand une femme épuisée par des grossesses ne veut plus d'enfants ? De quel droit nous interdirait-on d'avoir le nombre d'enfants qu'on veut et quand on le veut ?

LE SCANDALE DE LA LOI VEIL

Mais le scandale des scandales est bien celui de l'application insuffisante de la loi Veil et de l'usage fait, par contre, des restrictions qu'elle contient. Dans 16 départements en France il est impossible d'avorter, car il n'y a pas de locaux, parce que les médecins se refusent à pratiquer l'IVG.

Un exemple, sur la région de Lille. Lille est la seule ville adaptée à pratiquer des IVG, elle draine Druai, Cambrai, Maubeuge, Boulogne et Calais. Et encore, Lille n'accepte pas les

clinique privées. Ces chiffres nous conduisent à deux conclusions : les 33 % d'IVG en clinique privée ont permis aux patrons de s'en mettre plein les poches. D'autre part, le nombre de 150 000 avortements, annoncé par le ministre de la Santé, est trop bas pour correspondre à la réalité, c'est 300 000 IVG davantage qui ont dû se pratiquer plus ou moins légalement.

Face à cette situation, il faut se battre pour que la loi Veil soit réellement appliquée dans les possibilités qu'elle donne aux femmes d'accéder à la contraception et de se faire avorter, tout en dénonçant les restrictions qu'elle contient. Il faut poursuivre aussi le combat pour que la contraception et l'avortement soient libres et gratuits comme l'exige le troisième congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de France.

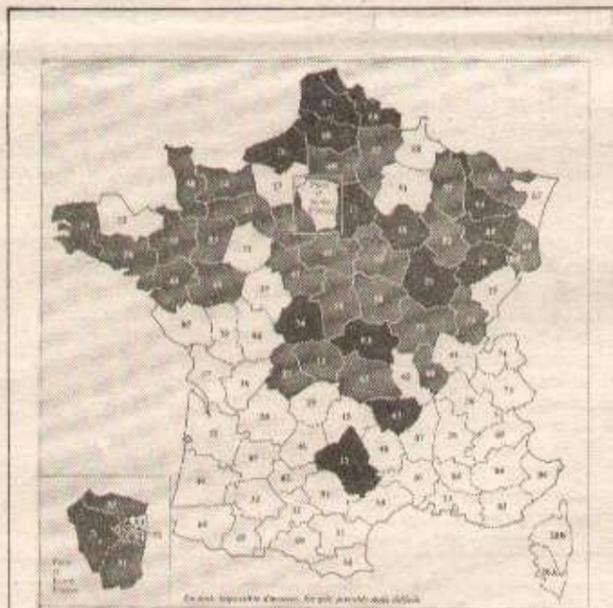
Nathalie VILLOTIERS

(*) « Laissez les vivre » organisation contre l'avortement.

« récidivistes ». A Millau impossible d'avorter, à Valenciennes, « on » n'accepte que les femmes qui ont déjà trois enfants.

La clause de conscience pour les médecins fait des ravages. Nous ne citerons qu'un seul exemple type : à Paris à l'hôpital de Lariboisière, le chef de service de gynécologie-obstétrique, le professeur Paul Morin impose sa loi. Membre de « Laissez les vivre » (*) il ne laisse aucun avortement se pratiquer dans son service. Enfin, le dernier seuil à franchir, l'argent.

150 000 IVG ont été pratiquées en 1977, 67 % en secteur public et 33 % en



La carte de France des possibilités d'avortement. En noir : totalement impossible ; en gris : possible mais difficile. D'après un document de « F. Magazine ».

La pratique de la contraception et l'avortement dans quelques pays

En Angleterre, l'avortement est possible jusqu'à une grossesse de 28 semaines.

En RFA, la législation est restrictive et revient sur un projet de loi concernant l'avortement.

En Belgique, la législation concernant l'avortement se rapproche beaucoup de la loi Veil.

En Hollande, même chose.

En Suisse, les avortements ne sont pratiqués qu'en clinique privée et peuvent atteindre des sommes colossales, comme 4 000 francs suisses.

En Irlande, la contraception et l'avortement sont interdits. Une législation concernant la contraception est à l'étude, mais seulement, pour les femmes mariées.

En Espagne, si la contraception est autorisée, comme la pilule et le diaphragme, l'avortement est réprimé et est puni d'emprisonnement.

Aux États-Unis, la législation est plus ou moins libérale, mais toutes les aides financières sont supprimées.

Un septième des femmes appartenant aux minorités nationales sont stérilisées de force, de la même manière. La fondation Rotschild et Ford mettent en œuvre une stérilisation forcée des femmes du tiers monde et remboursent même cette stérilisation.

La Rochelle, les 11 et 12 novembre

Un événement important sur le front culturel

PENDANT le week-end du 11 et 12 novembre, environ cent personnes ont participé à la Rochelle, à la création d'une association : « Coordination de l'audio-visuel d'intervention sociale et politique » (CAVISP).

Cette association regroupe des collectifs et des individus qui réalisent ou diffusent des produits audio-visuels d'intervention sociale ou politique, de façon professionnelle ou en amateur. Les divergences ont été laissées de côté et tous les participants ont cherché à voir ce qui les unissait.

Le samedi après-midi a été réservé au travail en commission ; la commission un a été la commission coordination ; en effet, nous savons tous qu'il est difficile de trouver le produit « militant » que l'on cherche.

Qui diffuse tel film ou tel autre ? Qui a du matériel sur les luttes paysannes ou les luttes dans les quartiers ? D'autre part, lors de la marée noire, bon nombre de groupes ont fait des films ou des enregistrements. Le besoin de se coordonner est ressenti comme une nécessité par ces groupes.

Une deuxième commission s'est chargée de l'aspect juridique. Le besoin de dépôt légal de copies de films (au frais du réalisateur) oblige là aussi les divers collectifs et les individus à s'organiser collectivement contre l'étranglement économique que qu'est l'obligation d'un dépôt légal.

La troisième commission s'intitulait commission catalogue, destinée à recenser tout ce qui existe, tout ce qui est diffusé en France.

La quatrième commis-

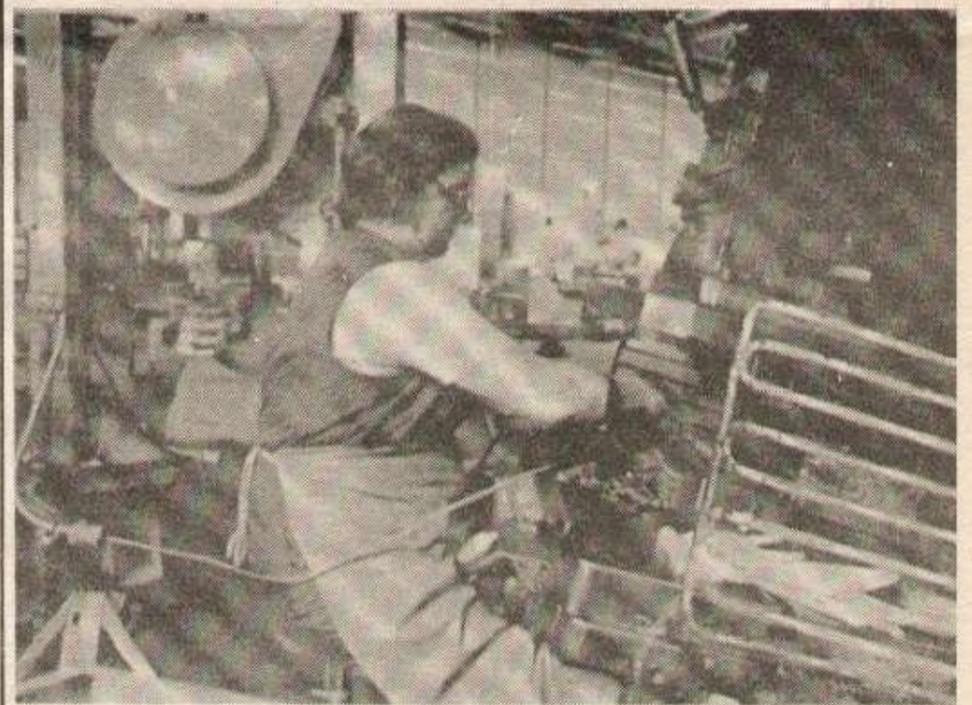
sion, la commission « spécificité » des médias, a été principalement animée par deux collectifs qui réalisent des montages diapos. (ARSAV et Images du peuple). Elle a préparé ce colloque avec un regroupement de tous ceux qui produisent et diffusent des montages diapos. Ce colloque aura lieu en mai-juin 1979, d'autres informations viendront par la suite.

Samedi en soirée, a eu lieu une série de projections ouvertes au public de la Rochelle. A noter que des produits militants ont été diffusés au cours de la semaine dans divers quartiers de la Rochelle et dans la campagne environnante. Ces produits étaient des films en 16 millimètres, en super-huit, de la vidéo et des montages diapos.

Correspondant la Rochelle

Les ciseaux des patrons

Censure du film « La voix de son maître » qui devait passer sur A2 à partir de mercredi



La réalité serait-elle gênante pour les patrons ?

DROLES d'acteurs ! Ils étaient pourtant d'accord pour tourner le film, ils choisirent les lieux de tournage, discutèrent les questions avant l'interview. Le film est sorti au printemps dans des salles d'art et d'essai à Paris, il a été utilisé par France-Culture pour une émission. Mais voilà que les acteurs, les patrons des monopoles, refusent que le film « La Voix de son maître » soit diffusé sur Antenne 2 les 15, 22 et 29 novembre.

« Mais, c'est un scandale, cette usine ! C'est du Zola c'est de la manipulation. Ça n'existe pas ! Ou l'avez-vous trouvé ? » C'est Fraisse un des patrons du CNPF qui commentait au moment de la projection du film par Antenne 2 pour les patrons. Il s'agissait en fait d'une séquence tournée dans sa propre usine. Seulement, ce monsieur s'opposait à ce

que plusieurs millions de spectateurs voient le travail à la chaîne dans son usine. De même, les patrons qui réservent leurs confidences aux revues économiques, diffusées dans un cercle restreint de « responsables d'entreprises » refusent de se voir mettre à nu devant des millions de travailleurs.

Les propos de 14 patrons interviewés sont très crus : « Un bon patron, c'est pas lui qui nourrit son personnel, c'est son personnel qui le nourrit » dit dans le film Guy Merlin, président de Merlin-plage. Francine Gomez, PDG de Waterman dit, quant à elle, : « Dans l'entreprise, les gens ils veulent être aimés. C'est idiot ! » Gérard Worms, PDG de Hachette, premier groupe de presse européen, ajoute : « La grève est... une conséquence d'une information insuffisante ». Jacques de Fouchier, à l'époque, PDG de la Banque de Paris et

des Pays-Bas, affirme : « L'entreprise ne peut vivre que dans un cadre monarchique ». Voilà qui est clair, voilà qui explique que les patrons ne tolèrent pas ce film pour les téléspectateurs. En outre, le discours des patrons est entrecoupé de vues d'usines, de quartiers ouvriers ou de travailleurs sur les chaînes, qui viennent démentir leurs propos ou qui apparaissent comme la conséquence directe de leurs propos sur l'entreprise. Les réalisateurs ont réussi des interviews et un découpage qui mettent à nu l'exploitation capitaliste et qui démonte le discours mensonger des patrons !

Il s'agit bien d'une censure. Les patrons n'aiment pas qu'on les montre tels qu'ils sont. Mais l'exploitation, les travailleurs la connaissent et la combattent tous les jours.

Léon CLADEL

Pissis-Sauvadet, 51, rue Dunois, Paris 13e

Les grévistes ont besoin de votre solidarité financière

PISSIS-SAUVADET, c'est une petite boîte du 13e qui produit du matériel téléphonique. Avec l'autre succursale de Cergy, l'isolement voulu par le patron est total. Celui-ci, sous son paternalisme, dissimule en fait un mépris total pour le personnel en majorité féminin qui travaille ici. Les insultes, les réflexions sexistes vis-à-vis des ouvrières sont monnaie courante. A cela s'ajoutent des conditions de travail qu'on croirait sorties d'un roman de Zola : les ouvrières doivent travailler dans une cave minuscule, au milieu des vapeurs de produits toxiques, et aussi les mains pleines de détergents.

Les fils électriques de l'atelier sont dénudés par endroits... Comme il n'y a pas de manutentionnaire, les travailleuses doivent se coïtiner elles-mêmes de lourdes charges qui font autour de 25 kilogrammes. Evidemment pour le patron, un travailleur ou une travailleuse, c'est juste une marchandise à pressurer au maximum et à jeter quand elle est hors d'usage. Ainsi un jeune stagiaire Barre a eu le pouce coupé par une machine, réflexion du patron : « Maintenant qu'il a le pouce coupé, il ne reviendra plus travailler ici ! ».

Interview

Avec ceux d'Usinor-Dunkerque

(Suite de la page 8)

— Q : Actuellement, ceux de Denain affrontent une grave situation : Usinor, vous le savez, a décidé de licencier un minimum de 3 000 travailleurs. Les 2 000 premiers seront licenciés avant Noël. A notre avis, pour contrer efficacement cette attaque patronale et gouvernementale de grande ampleur, il faut une puissante mobilisation des sidérurgistes de l'ensemble du trust, ceux de Denain et Trith, avec ceux de Dunkerque de Mardyck, de Fos. C'est pourquoi nous jugeons inefficace les journées d'action comme celle prévues en novembre dans la sidérurgie.

ANTOINE : Si on était tous solidaires ça changerait...

MOHAMED : Le problème c'est qu'il n'y a jamais de solidarité. Déjà d'une usine à l'autre, on ne sait pas ce qui se passe. Même ici, entre Mardyck et Dunkerque il n'y a pas de lien.

ANTOINE (qui suit actuellement, hors de l'usine, un stage Usinor où on « l'initie » à la soudure, « alors, dit-il, que je soude depuis 19 ans ! ») en stage, tu n'as plus de liaison avec l'usine. Il n'y a plus rien qui suit, de l'usine ou du syndicat. Mais moi, de temps en temps, je fais un tour à l'usine pour voir les copains. Le gars qui s'est fait brûlé aux hauts fourneaux je ne le jure même pas. Je l'ai appris par hasard, en allant dans la famille.

FRANCIS : C'était le 5 octobre. Il s'est pris le pied dans la rigole. Mais c'est vrai, on n'a pas eu de tract sur cet accident.

ANTOINE : Pour le rallye du 7 octobre, je n'étais même pas au courant...

FRANCIS : Il y a bien sûr des réunions d'information syndicale, secteur par secteur, mais elles sont peu suivies. Au train, c'est sept ou huit gars qui

Voilà bien le cynisme de ceux dont on sent bien qu'ils n'ont pas de soucis à se faire pour les fins de mois !

L'inspection du travail ne s'est déplacée que très rarement et quand elle est venue, certaines pièces « gênantes » comme la cave ou les vestiaires ont été fermés à clé... Pour les constats d'accident de travail, les choses sont décrites de façon à ce que le patron n'ait pas d'ennui : une ouvrière qui transportait une charge pesante sur le sol irrégulier de la cave, s'est fait une entorse. Bien sûr, sur le papier, l'entorse s'était faite à l'atelier. Même histoire pour le jeune qui a eu le pouce coupé, le chef d'atelier a fait disparaître là-aussi quelques « petits détails »...

Aujourd'hui une vingtaine d'ouvrières et d'ouvriers, sur la trentaine d'employés sont en grève depuis le 31 octobre, soutenus par la CGT. Ils n'arrivent pas à joindre ceux de Cergy, qui avaient fait grève en mai pour avoir 12,50 F de l'heure.

Voici leurs revendications :

- 12,50 F de l'heure, soit 2 000 F par mois, c'est-à-dire augmentation du taux horaire.
- Suppression du travail aux pièces.
- Amélioration des conditions d'hygiène à l'atelier et sur les machines.
- Respect des ouvrières (plus d'insultes, etc.)
- Mise en place d'un réfectoire.
- Reconnaissance des droits syndicaux et élections de délégués du personnel (qui sont demandés depuis mai)

Actuellement, la tactique du patron est de refuser toute négociation et de faire du chantage à la fermeture. Dans cette période où l'exploitation de la classe ouvrière s'intensifie soutenir les travailleurs qui luttent pour leurs revendications, et ici dans le cas des travailleuses de Pissis-Sauvadet, les soutenir financièrement est un devoir élémentaire.

Correspondant 13e

Beullac à Dijon

LE 9 novembre dernier, Beullac est venu visiter une maternelle et une école primaire modèle. Il a dû chercher longtemps pour trouver l'objet de sa visite puisqu'aucun collège ni lycée d'enseignement général n'a été construit dans la ville depuis 1973.

A l'appel de divers syndicats (SNETP, SNES et SGEN) 600 personnes se sont rassemblées devant le rectorat où avait déjà pris position un cordon de flics pour protéger la sortie du ministre.

Alors que les bonzes syndicaux énuméraient avec un ton d'autosatisfaction mal dissimulée les noms des diverses huiles locales (conseillers municipaux et autres) qui avaient bien voulu venir montrer leurs écharpes tricolores, les professeurs de gymnastique en grève depuis sept semaines (voir HR du 11 octobre) et une centaine d'étudiants et lycéens ont rejoint le rassemblement en ... vélos, skate et autres véhicules. Des slogans hostiles à Soisson-Beullac ont alors fusé, témoignant d'une forte combativité. Une trompette exécuta une sonnerie aux morts évoquant ainsi la liquidation de l'enseignement. Tandis que les cyclistes repartaient dans les rues pour sensibiliser l'opinion publique, la manifestation s'est engagée dans le centre-ville. Là encore deux aspects : au slogan « Beullac négociations », lancé au mégaphone mais sans succès, répondaient d'autres mots d'ordre repris de façon offensive : « Beullac, Soisson démission », « Chômage ras-le-bol ».

Place Darcy, point final de la manifestation, le ronron habituel des responsables syndicaux fut écourté par l'arrivée spectaculaire des cyclistes qui effectuèrent une dizaine de fois le tour de la place et regroupèrent manifestants et passants autour de cette animation originale et efficace dont on se souviendra à Dijon.

Beullac, ce n'était vraiment pas la peine de le déranger, ce n'est pas la frime et les opérations de prestige qui résoudront les problèmes de l'école.

Un camarade enseignant.

Campagne d'abonnement 79

Quotidien et Bimensuel

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITE ROUGE
BP 61 75861 PARIS CEDEX 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D LA SOURCE

Quotidien

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Bimensuel

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (17 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom
Prénom
Rue
Commune
Code postal
Transmis par : Nom
Cellule Ville

Le numéro de téléphone de l'Humanité rouge 205 51 10

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste.

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

Soutenir ceux de Denain, un devoir de classe

« On n'a pas eu un seul tract sur Denain », « Il n'y a rien de fait pour développer la solidarité » : ceux qui prennent la responsabilité de cette politique qui n'a pas l'approbation des travailleurs sont bien connus. S'ils représentaient vraiment le « parti des travailleurs » agiraient-ils ainsi ? Après les défaites amères des sidérurgistes de Louvroil et de Thionville, cette politique de morcellement et d'isolement des luttes, d'entrave aux actions classe contre classe efficaces (comme l'occupation des usines), a amplement prouvé sa malfaisance.

Faudra-t-il ajouter une nouvelle défaite, celle des sidérurgistes de Denain à cette liste noire qui démolit les travailleurs ?

Travailleurs d'Usinor-Dunkerque et Mardyck, soutenez vos camarades de Denain que les maîtres des forges jettent à la rue ! Utilisez l'arme syndicale pour des actions massives et résolues de solidarité ! Vous pouvez enfin compter sur le plein appui de votre parti, le PCML.

Isolés, ceux de Denain courent à la défaite. Avec le puissant soutien de ceux de l'ensemble du trust, ils peuvent faire plier Usinor et le gouvernement Giscard-Barre à son service.

Un reportage de Remi Dainville (Lille)

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson - Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge : pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Tel : 205 51 10

Directeur de publication : André Druesse
Commission paritaire No 57 952.
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle.
Dépot légal 4e trimestre 1978.

— Q : Alors, la vie du sidérurgiste qui est au travail posté, qu'est-ce que c'est ? FRANCIS (37 ans, militant CGT à Usinor-Dunkerque depuis 9 ans). On nous parle des 40 heures mais, en réalité, on en fait 56. La semaine du matin, tu commences le samedi matin à 5 heures et tu finis le vendredi suivant à 13 heures. Samedi, dimanche et lundi, il y a repos. Ensuite, semaine de nuit : tu reprends le mardi à 21 heures jusqu'au mardi suivant à 5 heures et c'est le repos pour les journées de mardi et mercredi. Puis c'est la semaine d'après-midi : tu recommences le boulot le jeudi à 13 heures jusqu'au mercredi suivant à 21 heures et il y a repos le jeudi et le vendredi. Ça fait un dimanche de repos par mois.

— Q : Et la vie de famille dans ces conditions ?

FRANCIS : Eh bien, c'est simple, il n'y a plus de vie de famille pour le travailleur posté ! Si tu regardes bien, on fait 56 heures d'affilée. On nous donne un repos compensateur qui représente 1/20e du temps de travail, mais il est en partie bouffé par la nécessité de récupérer. Fin septembre, Usinor a proposé les neuf demi-équipes...

MOHAMED (26 ans, militant CGT, travaille à Usinor Mardyck qui occupe 1 400 personnes à trois kilomètres d'Usinor-Dunkerque) : chaque équipe est divisée en deux et il y a en plus une demi-équipe.

FRANCIS : Mais il faut le préciser, sans embauche. Ça donne ça : quatre jours du matin, repos. Quatre jours de l'après-midi, repos. Quatre jours de nuit, repos ; et on recommence. Le grand repos était carrément supprimé. Tous les gars étaient contre. Les syndicats ont dit « non ». D'un côté, il n'y avait plus de vrai repos et d'un autre côté on n'était plus jamais avec les mêmes gars. Donc, de nouvelles difficultés pour se mobiliser. C'est un projet pour créer la division, pour empêcher les luttes. Ce qu'on veut, c'est la 5e équipe. (Francis me montre un tract de la CGT). Voilà, ici c'est bien expliqué. C'est la meilleure solution, ça nous donne trois jours de repos en plus. Bien sûr, avoir la 5e équipe, c'est un problème de lutte.

ANTOINE (33 ans, militant CGT à Usinor-Dunkerque depuis 15 ans) : A l'aciérie, ils vont tourner avec 53 bonhommes au lieu de 59. C'est le résultat des neuf demi-équipes. Ils nous prennent vraiment pour du bétail !

MUTATIONS A DUNKERQUE, RÉPRESSION A MARDYCK

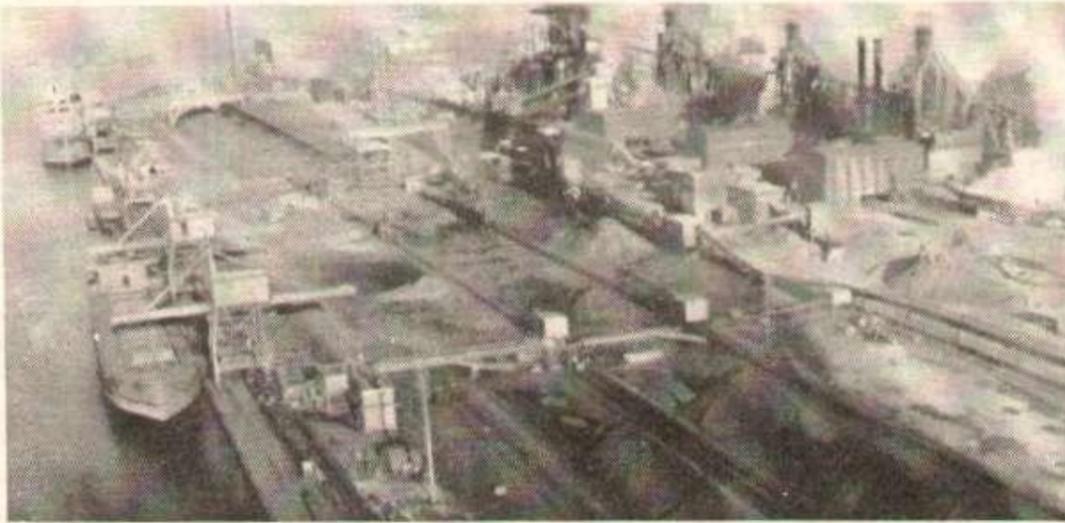
— Q : La 5e équipe (33 heures 36 minutes sans perte de salaire), c'est le problème principal. Mais à côté, quels sont les autres problèmes ?

FRANCIS : Le HF4 (haut fourneau 4) est à l'arrêt depuis plusieurs mois. Ça va durer jusqu'en janvier. Alors, l'aciérie 1 ne peut plus fonctionner. Résultat : 135 gars ont été mutés un peu partout : au train, aux hauts-fourneaux, etc. Certains sont tombés en journée, d'autres en 2x8, d'autres en 3x8. Tu imagines ! Pour ceux qui sont tombés en journée, il y a perte de salaire parce qu'il n'y a pas de travail du dimanche, pas de prime de nuit... Il faut voir qu'à Usinor, ce sont les primes qui font la paye, les salaires tournant autour des 2 800 F, avec un secteur moins payé, celui du déchargement (les mataglo). Alors qu'il faut voir le boulot qu'ils font, c'est très dur.

— Q : Il y avait eu une action sur les salaires, il y



Vue aérienne plongeante d'Usinor-Dunkerque. De haut en bas : la mer du Nord, le bassin maritime et les installations de déchargement du minéral sur le « quai Usinor », les quatre hauts fourneaux et, à gauche, la cokerie. Tout en bas, sur le côté gauche, le début des laminoirs.



Usinor-Dunkerque : vue d'une partie de l'entreprise : le bassin maritime et les installations de déchargement du minéral. Sur le quai « d'Usinor », les quatre hauts fourneaux.

Avec ceux d'Usinor-Dunkerque

Interview

LA nuit est tombée. Nous circulons lentement sur la petite route qui, adossée à la mer du Nord, longe l'immense usine. Une lueur rouge illumine brutalement les masses sombres alignées le long du quai minéralier... « C'est une coulée » nous dit Francis, sidérurgiste à Usinor depuis neuf ans. Et pointant le doigt : « Là-bas, au fond, c'est le HF2 et là, devant, c'est la cokerie ». Il y a dans ces mots une sorte de fierté. On le sent : Francis est attaché à son usine, cette masse gigantesque, illuminée, qui se dresse dans l'obscurité. Usinor-Dunkerque : ici travaillent près de 11 000 personnes.

Nous nous sommes entretenus avec quatre ouvriers d'Usinor qui nous ont parlé de leurs conditions de vie et de travail, de leurs luttes, de leur volonté de soutenir leurs camarades de Denain, menacés aujourd'hui par plusieurs milliers de licenciements.

a quelques années... FRANCIS : Oui, en 1975, on a lutté pour 250 F pour tous. Demander une augmentation uniforme pour tous, c'est une revendication juste. Tant qu'on aura des augmentations en pourcentage, on n'aura jamais rien. Ce qu'il faut, c'est du fixe pour tout le monde. Parce que 30 %

d'augmentation pour l'ingénieur qui touche une briquette, ça lui fait 3 000 F mais pour l'OS qui gagne ses 3 000 F, ça fait 90 F. MOHAMED : A Mardyck, le problème actuel, c'est la répression. Ça a commencé de façon bête et méchante : les feuilles de maladie envoyées en retard, puis il y a eu des avertissements et

même, je crois, un renvoi. Avant, tu tombais malade, tu téléphonais à l'usine et on te pointait « absent congé ». Si tu veux, c'était un arrangement avec le chef. Maintenant, ils pointent S.M. (« sans motif reconnu valable ») ou bien X (« motif inconnu ») et là, tu perds ton salaire. Au bout d'un certain

nombre d'absences « sans motif », tu as un avertissement. Autre innovation récente : à présent, on te sanctionne pour « faute professionnelle » pour un oui ou pour un non. On est censé se rappeler toutes les consignes. Tu sais, les consignes à Usinor, ça en fait des kilogrammes de papier ! Pour couronner le tout, le directeur menace de lock-out si un secteur se met en grève.

— Q : Et le chômage ? Le 29 septembre, dans une conférence de presse, l'US-CGT prévoyait une longue période de chômage pour la fin de l'année.

ANTOINE : Ce fameux chômage partiel, tout le monde en parle ! On se dit : « On n'en a pas eu ce mois-ci, peut-être qu'on en aura en novembre ». On s'inquiète... Mais d'où viennent ces bruits ?

— Q : Une préparation psychologique ?

ANTOINE : Oui, ça sert peut-être à préparer les esprits, à nous habituer pour faire accepter le chômage à venir...

IL N'Y A PAS ASSEZ DE GARS SYNDIQUÉS

— Q : Parlons un peu des luttes et des méthodes d'action. A notre avis, il faut s'interroger sur l'efficacité des formes d'action utilisées au lieu de chercher à expliquer la faiblesse de récentes mobilisations en déclarant que « la base ne bouge pas », comme le font certains.

FRANCIS : C'est vrai, c'est dur de faire bouger les gars. Mais pourquoi ? C'est pas la faute des gars, c'est la faute, disons, de « certains » à la tête des syndicats. D'ailleurs, regarde, les chiffres de syndicalisation sont minimes. En décembre 1977, la CGT faisait de la propagande pour les 3 000 adhérents. Mais combien est-on en tout et pour tout à la CGT ? 1 500 ? Ça plafonne.

MOHAMED : A Mardyck, la CGT tourne autour des 200. La CFDT en a une cinquantaine peut-être.

FRANCIS : Il n'y a pas assez de gars syndiqués !

MOHAMED : Faut voir aussi ce que font les délégués.

— Q : Le « rallye revendicatif » du 7 octobre, organisé par l'UD-CGT, ça a eu quel impact à Usinor ?

FRANCIS : A Dunkerque, ça n'a pas eu d'écho.

MOHAMED : Ça n'a rien donné à Mardyck. Plein de gars ne savaient même pas que ça existait ce « rallye ».

FRANCIS : Le rassemblement de départ, à Grande-Synthe, c'est une quinzaine de gars et le reste, ce sont les délégués. Les travailleurs ne suivent plus comme avant. Bien sûr, tu as un problème de distance et de transport parce qu'il y en a qui viennent de Calais, de Béthune, de tous les coins. Mais, malgré tout, on peut dire que ça ne suit pas.

MOHAMED : Les vieux sont plus combatifs que les jeunes. JEAN (la cinquantaine, un des anciens responsables de la CGT à Usinor-Louvroil (Maubeuge). Travaille aujourd'hui à Usinor-Dunkerque). Pour le rallye du 7 octobre, il n'y a même pas eu d'appel au débrayage. Ce sont les délégués qui y sont allés...

ANTOINE : Tout ce qu'ils voient, ce sont les élections. Au niveau des actions, les trois syndicats ne savent pas se coordonner. Ils passent leur temps à se bouffer la gueule. La CFDT dit quelque chose, l'autre répond : « Moi, je m'en fous, je suis CGT ».

Un reportage de Rémi Danville (Lille)... (Suite page 7)